

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

SYNTHÈSE EXÉCUTIVE

Vue stratégique pour décideurs, DG, CFO et investisseurs

5 réformes majeures

- Retenue à la source 5% sur loyers (juillet 2026)
- Augmentation réduction charges de famille
- Exonération totale retraites CIMR
- CSS prorogée 2026- 2028
- Auto-liquidation TVA secteur recyclage

5 impacts Business

- Mise à jour systèmes comptables et ERP
- Impact trésorerie: nouvelles retenues
- Revue contrats location/prestations
- Renforcement conformité fiscale
- Nouvelles opportunités exonérations

3 priorités conformité 2026

- Q1: Adapter procédures IR/IS
- Q2: Préparer retenue loyers (juillet)
- 2026: Former équipes, auditer, contractualisé

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

CONTINUITÉ ET RUPTURES

Par rapport à la LF 2025

Ruptures (Nouvelles orientations)

- Retenue loyers 5%: Nouveau dispositif traçabilité
- Auto-liquidation TVA: Secteur recyclage concerné
- Droit supplémentaire 2%: Sans justificatif paiement
- Délais IR réduits: 30 jours vs annuel
- Hydrogène vert: Nouvelle stratégie énergétique
- Contrôle douanier renforcé:
- Technologies avancées

Continuités (politiques maintenues)

- Protection sociale généralisée: Poursuite AMO pour tous
- CSS: Maintien contribution solidarité 3 ans
- Exonération retraites: Extension CIMR après CMR/RCAR
- Investissements hydrauliques:
- Programme barrages poursuivi
- Soutien PME: Renforcement dispositifs existants
- Réforme fiscale progressive: Équité et simplification

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

TIMELINE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Mesure	Date d'application	Importance
Réduction charges de famille (600 MAD)	1er janvier 2026	Immédiate
Nouveau calendrier IR (cessions VM)	1er janvier 2026	Immédiate
Exonération retraites CIMR	1er janvier 2026	Immédiate
Retenue à la source 5% sur loyers	1er juillet 2026	Délai préparation
TVA auto-liquidation recyclage	Courant 2026	Immédiate
CSS prorogée (1,5% à 5%)	2026-2027-2028	Pluriannuelle
Régime préférentiel bétail	Jusqu'au 31 décembre 2026	Temporaire
Exonération TVA sociétés sportives	2026-2030	Prorogée

Calendrier progressif d'application de la RAS (IS et TVA)

Date d'entrée en vigueur	Seuil de chiffre d'affaires (CA)	Entreprises concernées
1er juillet 2026	≥ 500 millions DH HT	Grandes entreprises, banques, établissements de crédit, assurances et réassurance
1er janvier 2027	≥ 350 millions DH HT	Entreprises moyennes
1er janvier 2028	≥ 200 millions DH HT	Entreprises plus petites (mais dans le champ progressif de la RAS)

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

1. Impôt sur les Sociétés (IS)

NOUVEAU Transport maritime international

Exonération de la retenue à la source sur les droits de location, rémunérations d'affrètement et maintenance des navires affectés au transport maritime international.

Impact : Renforcement de la compétitivité du secteur maritime marocain.

MODIFIÉ Institutions de microfinance

Application d'un taux d'IS adapté aux institutions de microfinance transformées en sociétés anonymes. Exclusion du taux de 40% durant les 5 premiers exercices d'exploitation.

Changement 2025→2026 : Encourage la transformation des associations de microcrédit en banques tout en préservant leur vocation sociale.

MODIFIÉ Sociétés non-résidentes

Révision des modalités de déclaration et paiement de l'IS sur les plus-values de cession d'immeubles réalisées au Maroc. Obligation de déclarer également les revenus locatifs immobiliers.

NOUVEAU Sociétés sportives

Les entreprises peuvent déduire fiscalement les dons en numéraire ou en nature accordés aux sociétés sportives constituées selon la loi 30-09.

Exonération d'IS étendue aux apports d'actifs par des associations sportives à des sociétés sportives, y compris les apports à la valeur réelle.

2. Impôt sur le Revenu (IR)

MODIFIÉ Profits de capitaux mobiliers

Révision du calendrier de paiement de l'IR sur les cessions de valeurs mobilières non inscrites auprès d'intermédiaires agréés.

Avant 2026 : Paiement avant le 1er avril de l'année suivante

À partir de 2026 : Paiement dans les 30 jours suivant chaque opération de cession

Déclaration annuelle récapitulative obligatoire avant le 1er avril valant demande de restitution en cas d'excédent.

AMÉLIORÉ Réduction pour charges de famille

Avant 2026 : 500 MAD par personne à charge

À partir de 2026 : 600 MAD par personne à charge

Plafond relevé à 3.600 MAD pour six personnes.

Application dès janvier 2026.

Impact : Amélioration pouvoir d'achat des ménages.

NOUVEAU Retraites complémentaires CIMR

Exonération totale des retraites complémentaires versées aux retraités du secteur privé par la Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite (CIMR).

Changement : Complète l'exonération des retraites de base adoptée en 2025.

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

2. Impôt sur le Revenu (IR)

NOUVEAU Contribution professionnelle unique

Application d'un abattement en cas de cession d'un fonds de commerce par les professionnels soumis au régime CPU.

NOUVEAU Abattement seniors

Abattement accordé aux contribuables âgés d'au moins 65 ans cessant définitivement leur activité professionnelle, dans la limite d'un plafond de 1 million MAD.

3. Mesures Communes IS/IR

NOUVEAU Retenue à la source sur loyers

Institution d'une retenue à la source de 5% sur les produits de location immobilière (bâties ou non bâties) versés par certains contribuables.

Application : À partir du 1er juillet 2026

Le montant retenu est imputable sur l'impôt final dû, avec possibilité de restitution en cas d'excédent.

Objectif : Renforcer le suivi des flux locatifs et limiter la dissimulation de revenus.

MODIFIÉ Extension retenue à la source

Élargissement du champ d'application de la retenue à la source aux rémunérations de prestations de services versées par les établissements de crédit et organismes assimilés.

4. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

NOUVEAU Auto-liquidation TVA

Obligation d'auto-liquidation de la TVA pour les entreprises industrielles de transformation concernant les déchets neufs d'industrie, métaux et matières de récupération.

Procédure :

- Déclaration du montant HT
- Calcul de la taxe exigible
- Déduction simultanée

ÉLARGIE Exonération Intrants Agricoles

Extension de l'exonération de TVA (importation et intérieur) aux matières fertilisantes et supports de culture destinés exclusivement à usage agricole (loi 53-18).

Impact : Réduction du coût des intrants agricoles.

PROROGÉE Sociétés sportives

Prorogation de l'exonération de TVA sans droit à déduction accordée aux sociétés sportives.

Nouvelle période : 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030

NOUVEAU Importation animaux vivants

Exonération temporaire de la TVA sur l'importation d'animaux domestiques vivants (bovins et camélidés).

Quotas 2026 : 300.000 têtes de bovins et 10.000 têtes de camélidés

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

5. Droits d'enregistrement

NOUVEAU Droit supplémentaire

Institution d'un droit d'enregistrement supplémentaire de 2% sur les actes portant mutation de biens immeubles, droits réels immobiliers ou fonds de commerce, réalisés sans possibilité de justifier les modalités de paiement.

Objectif : Lutte contre le blanchiment et l'économie informelle.

HARMONISÉ Opérations de crédit

Harmonisation et clarification du traitement fiscal des opérations de crédit réalisées par les établissements de crédit et organismes assimilés.

MODIFIÉ Marchés publics

Application des droits d'enregistrement au taux de 0,1% aux marchés publics.

Impact : Réduction du coût administratif.

6. Contribution sociale de solidarité

PROROGÉE CSS 2026-2028

Prorogation de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et revenus pour les exercices 2026, 2027 et 2028.

Bénéficiaires :

- Sociétés soumises à l'IS
- Personnes physiques soumises à l'IR
- Bénéfice annuel imposable $\geq 1.000.000$ MAD

Taux progressifs : 1,5%, 2,5%, 3,5% ou 5% selon le niveau de bénéfice.

7. Mesures douanières

RENFORCÉ Contrôle douanier

Renforcement sensible du dispositif douanier avec:

- Élargissement de la définition des infractions
- Alourdissement des sanctions
- Technologies avancées de surveillance

Objectif : Lutte contre la fraude et la contrebande.

AJUSTÉ Tarifs douaniers

Nombreux ajustements des droits de douane sur produits industriels, pharmaceutiques, chimiques et électroménagers.

Quotités : 2,5% (importé), 10-17,5% (mixte), 40% (production locale exclusive)

8. Priorités stratégiques 2026

Santé et éducation

Enveloppe exceptionnelle de 140 milliards MAD avec:

- Création de 27.000 postes budgétaires
- Mise en service CHU Agadir et Laâyoune
- Réhabilitation de 90 hôpitaux
- Généralisation préscolaire

Gestion de l'eau

44,2 milliards MAD pour:

- Programme national eau potable
- Programme irrigation 2020-2027
- Construction barrages
- Désalémentation eau de mer

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

POINTS DE VIGILANCE ET RISQUES MAJEURS

Analyse conseil pour anticiper et sécuriser votre conformité

Risque de pénalités délai IR réduit (30 jours)

Problème: Passage d'une déclaration annuelle (avant 1er avril) à un paiement dans les 30 jours suivant chaque cession de valeurs mobilières.

Conséquence: Pénalités et majorations de retard si oubli ou retard de déclaration.

Solution: Mettre en place alertes automatiques, former gestionnaires patrimoine, prévoir trésorerie.

Risque fiscal accru revenus locatifs non déclarés

Problème: Instauration retenue à la source 5% sur loyers dès juillet 2026 = traçabilité renforcée par l'administration.

Conséquence: Bailleurs qui ne déclaraient pas leurs revenus locatifs seront détectés plus facilement. Redressements possibles.

Solution: Régulariser situation avant juillet 2026, anticiper dialogue avec administration fiscale.

Attention justificatifs paiement actes immobiliers

Problème: Droit d'enregistrement supplémentaire de 2% si impossibilité de justifier modalités de paiement.

Conséquence: Surcoût fiscal important (2% sur valeur transaction) + signal négatif pour administration.

Solution: Exiger paiements tracés (virement, chèque), conserver preuves, éviter espèces sans justificatifs.

NOTE - LOI DE FINANCES 2026

Promulguée en décembre 2025

POINTS DE VIGILANCE ET RISQUES MAJEURS

Analyse conseil pour anticiper et sécuriser votre conformité

Conformité documentaire pour exonérations

Problème: Nombreuses exonérations (TVA intrants agricoles, sociétés sportives, transport maritime) nécessitent conformité stricte.

Conséquence: Perte d'exonération si documentation incomplète lors d'un contrôle fiscal.

Solution: Constitution dossier complet (attestations, conventions, preuves activité), audit préventif.

Contrôle douanier renforcé (technologies avancées)

Problème: Élargissement infractions, sanctions alourdis, moyens surveillance accrus.

Conséquence: Risque redressements import-export, amendes élevées, ralentissement opérations.

Solution: Audit conformité douanière, formation équipes logistique, conseil spécialisé.

CSS prorogée: impact trésorerie pluriannuel

Problème: Contribution Sociale Solidarité maintenue 2026-2028, taux progressifs 1,5% à 5% selon bénéfice.

Conséquence: Charge fiscale supplémentaire non négligeable pour sociétés rentables ($\geq 1M$ MAD).

Solution: Intégrer CSS dans business plans, provisionner trimestriellement, optimiser structure bénéfices si possible.